



N° 72579-2022/1-ACTS/DFI

Date du : 23 mai 2022

**Rapport**  
**à**  
**l'assemblée de la province Sud**

---

**OBJET** : projet de délibération portant décision modificative n° 1, budget supplémentaire de la province Sud pour l'exercice 2022

**P.J.** : un projet de délibération  
un fascicule budgétaire  
des annexes

<b>PRESENTATION GENERALE .....</b>	<b>3</b>
<b>TITRE I – LA CLOTURE 2021.....</b>	<b>7</b>
<b>TITRE II – LES AJUSTEMENTS DE CREDITS.....</b>	<b>8</b>
<b>A. LES AJUSTEMENTS DE RECETTES.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 1 - LES ANNULATIONS.....</b>	<b>8</b>
SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT .....	8
SECTION 2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT .....	8
<b>CHAPITRE 2 - LES MESURES NOUVELLES .....</b>	<b>9</b>
SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT .....	9
SECTION 2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT .....	9
<b>B. LES AJUSTEMENTS DE DEPENSES.....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE 1 - LES ANNULATIONS.....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE 2 LES MESURES NOUVELLES.....</b>	<b>12</b>
SECTION 1 - LES INVESTISSEMENTS DIRECTS .....	12
SECTION 2 - LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS .....	16
SECTION 3 - LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS.....	17
SECTION 4 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....	18
<b>TITRE III – LES MOUVEMENTS D'ORDRE .....</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE 1 - L'AUTOFINANCEMENT .....</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE 2 – LES AUTRES MOUVEMENTS D'ORDRE .....</b>	<b>19</b>
<b>TITRE IV – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES .....</b>	<b>20</b>
<b>CHAPITRE 1 - LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME .....</b>	<b>20</b>
<b>CHAPITRE 2 - LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT .....</b>	<b>22</b>
<b>TITRE V – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE .....</b>	<b>23</b>

<b>Annexes au rapport .....</b>	<b>24</b>
Annexe n° 01 – Les propositions par chapitre, nature, programme et opération .....	24
Annexe n° 02 – Les prévision de subventions de fonctionnement ( <i>crédits de paiement ouverts au budget supplémentaire par l'assemblée de province Sud</i> ) .....	24
Annexe n° 03 – Arrêté n° 570-2022 portant approbation des restes à réaliser en dépenses d'investissement et de fonctionnement .....	24
Annexe n° 04 – Délibération portant affectation du résultat 2021 .....	24
Annexe n° 05 – Plan pluriannuel d'investissement.....	24
Annexe n° 06 – Plan pluriannuel de fonctionnement.....	24
Annexe n° 07 – Situation des autorisations de programme.....	24
Annexe n° 08 – Situation des autorisations d'engagement .....	24

## PRESENTATION GENERALE

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 a vocation à reprendre les résultats de la gestion 2021, confirmer les reports de crédits issus de cette gestion et enfin, proposer des ajustements de crédits permettant ainsi de traduire les priorités portées par l'exécutif et de tenir compte du niveau de nos recettes à commencer par la fiscalité de répartition.

Le compte administratif, approuvé récemment, a fait ressortir un résultat de clôture de 4,952 milliards XPF duquel il convient de retrancher 2,123 milliards XPF pour financer l'équilibre des reports de crédits. La collectivité dispose, ainsi, d'une enveloppe de fonds libres de 2,8 milliards XPF pour ajuster son budget 2022.

**En investissement**, le projet de budget supplémentaire qui vous est proposé, vise pour l'essentiel, des ajustements budgétaires nécessaires pour maintenir notre politique d'investissement afin de poursuivre notre objectif de soutien à la relance de l'activité économique. Il permet notamment d'optimiser les crédits de paiement en adaptant les prévisions budgétaires au rythme effectif d'avancement des projets d'investissement.

Enfin, il sera également proposé, sur cette section du budget, un ajustement de la ressource externe d'emprunt en cohérence avec notre politique maîtrisée de l'endettement.

Ainsi, pour les dépenses d'investissement, l'enveloppe est portée aux alentours de 13,6 milliards XPF et ce, dans le souci affiché de rester le plus dynamique possible pour soutenir le tissu économique. Ces investissements seront partiellement financés par emprunt à hauteur de 4,1 milliards XPF.

**En fonctionnement**, la province Sud se doit d'intégrer les conséquences de la baisse de 6,1% des dotations globales en provenance de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2022. Cette baisse, de l'ordre de 2 milliards XPF, impacte principalement cette section du budget.

Concernant le périmètre d'interventions et de subventions, voilà plus d'un an et demi que la province Sud a proposé au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de travailler un plan d'optimisation et de mutualisation de certaines compétences, notamment celles dont l'exercice est délégué ou confié aux provinces, dans l'objectif de réduire les dépenses publiques. A ce jour, ces demandes et notamment celles qui intéressent l'aide médicale et l'enseignement privé sont restées sans réponse concrètes.

Ainsi, ce projet de budget supplémentaire présente les ajustements de crédits nécessaires afin de garantir d'une part, la continuité de la prise en charge des bénéficiaires pour écarter toute rupture dans l'accès aux soins liés à l'aide médicale et d'autre part, de maintenir la compensation des charges de fonctionnement des établissements d'enseignement privé, de la maternelle à l'enseignement supérieur, afin de préserver l'accès à l'éducation de tous les élèves de la province Sud.

L'exercice de ces compétences ne fait l'objet d'aucune compensation de la part de la Nouvelle-Calédonie. La charge nette issue des dépenses d'aide médicale représente un volume financier pour 2022 à la seule charge de la province Sud d'environ 5 milliards XPF et, celle relative à l'enseignement privé 1,05 milliard XPF.

La poursuite de ces délégations ou missions exercées pour le compte de la Nouvelle-Calédonie, sans compensation financière, n'est désormais plus possible, la question doit être reposée dans le cadre du prochain budget provincial, c'est pourquoi, il est proposé de différer l'évolution de nos modalités d'interventions. Concernant l'enseignement privé, parallèlement au prolongement de ce financement sur 2022, la collectivité poursuit les travaux pour proposer des scénarios de financement de l'enseignement privé sur la base d'une répartition équitable entre les différentes collectivités, notamment la Nouvelle-Calédonie, les familles et les communes.

**En ressources**, le projet de budget supplémentaire qui vous est présenté consacre une enveloppe de **3,869 milliards XPF** comprenant les propositions suivantes :

- **2,829 milliards XPF** de marge issue du compte administratif 2021
- **2,941 milliards XPF de mesures nouvelles nettes :**
  - **2,081 milliards XPF** au titre des dotations globales d'équipement et de fonctionnement en provenance de la Nouvelle-Calédonie dont 1,83 milliard XPF d'ajustements définitifs 2021 et 251,6 millions XPF d'ajustements complémentaires 2022 et ce, suite à l'adoption du budget primitif 2022 de la Nouvelle-Calédonie le 29 mars dernier
  - **633 millions XPF** de dotations de l'Etat dont 628 millions XPF au titre des opérations contractualisées
  - **378,5 millions XPF** de recettes des services dont 370 millions XPF au titre des produits de cessions
  - **335 millions XPF** de recouvrements et participations diverses dont 215 millions XPF au titre du tiers-payant CAFAT lié à l'aide médicale
  - **41 millions XPF** au titre des dotations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie
  - **-527 millions XPF** d'annulations de recettes sur les postes suivants :
    - 400 millions XPF d'ajustement de la fiscalité dont 350 millions XPF au titre de la taxe sur le produit des jeux et 50 millions XPF au titre de la communication téléphonique
    - 63,3 millions XPF d'ajustement de recettes sur opérations contractualisées avec l'Etat. Cet ajustement s'établit au regard de la quote-part de dépenses inscrites en 2022
    - 42 millions XPF d'ajustement de recettes des services liés à la résiliation du bail de l'immeuble du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie au 2<sup>ème</sup> semestre 2022
    - 16 millions XPF d'ajustement de la dotation de construction et d'équipement des collèges (DGCEC) pour l'exercice 2022 suite à l'arrêté n° 28 du 3 mai 2022
    - 6 millions XPF d'ajustement au titre de la conservation de la biodiversité
- **- 1,9 milliards XPF** pour ramener l'enveloppe de l'emprunt de 6 milliards XPF à 4,1 milliards XPF, correspondant à la prévision de mobilisation sur l'exercice 2022

**En dépenses**, l'enveloppe de **3,869 milliards XPF** sera employée pour revoir certaines inscriptions du budget primitif comme suit :

- **876,4 millions XPF** pour ajuster le financement des investissements 2022 à hauteur de 13,6 milliards XPF avec **1,848 milliard XPF** en mesures nouvelles et **971,4 millions XPF** en crédits redéployés. La collectivité entend ainsi maintenir un haut niveau d'investissement en développant toutes les infrastructures provinciales notamment dans le domaine de l'habitat social, des équipements communaux, de la sécurité et de l'environnement afin de favoriser une qualité de vie en province Sud ;
- **2,738 milliards XPF** sur le périmètre d'interventions et de subventions :
  - 2,927 milliards XPF pour les interventions et subventions dont 1,924 milliard XPF au titre des dépenses relevant de l'aide médicale et 497 millions XPF de complément de contribution à l'enseignement privé ;
  - - 189 millions XPF de crédits annulés.
- **255 millions XPF** pour les services communs avec notamment :
  - 165 millions XPF d'ajustement de crédits de remplacement dont 65 millions XPF pour les remplacements d'enseignants du 1<sup>er</sup> degré ;
  - 126 millions XPF d'ajustement de la ventilation de la masse salariale, par transfert de crédit de chapitre à chapitre. La masse salariale est ainsi maintenue à 19,934 milliards XPF malgré la hausse possible du point d'indice ;
  - 47 millions XPF de mouvements financiers.

Ce projet de budget supplémentaire portera à 58,7 milliards XPF les dépenses, hors emprunt, du budget pour l'exercice 2022. Les grands postes budgétaires en recettes et dépenses se présentent comme suit :

RECETTES	BP ajusté	Report	Mes. nette	BS	Budget 22	Pm, Budg. 2021
Dotations globales NC	26 588 000 000	0	2 080 479 198	2 080 479 198	28 668 479 198	29 303 346 553
Dotations ETAT	8 929 491 647	0	553 695 688	553 695 688	9 483 187 335	9 269 222 969
Fiscalité	7 000 000 000	0	-400 000 000	-400 000 000	6 600 000 000	6 530 000 000
Dotations spécifiques NC	2 666 571 058	0	41 000 000	41 000 000	2 707 571 058	2 408 730 501
Recettes des services	879 654 000	0	336 500 000	336 500 000	1 216 154 000	1 074 451 300
Autres recettes	664 594 983	0	329 000 000	329 000 000	993 594 983	984 528 002
Emprunts	6 000 000 000	0	-1 900 000 000	-1 900 000 000	4 100 000 000	2 600 000 000
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>52 728 311 688</b>	<b>0</b>	<b>1 040 674 886</b>	<b>1 040 674 886</b>	<b>53 768 986 574</b>	<b>52 170 279 325</b>
Résultat	0	0	0	5 891 799 128	5 891 799 128	4 542 709 620
Mouvements d'ordre	10 494 082 786	0	3 177 221 105	3 177 221 105	13 671 303 891	10 143 319 019
<b>Total Général</b>	<b>63 222 394 474</b>	<b>0</b>	<b>4 217 895 991</b>	<b>10 109 695 119</b>	<b>73 332 089 593</b>	<b>66 856 307 964</b>

DEPENSES	BP ajusté	Report	Mes. nette	BS	Budget 22	Pm, Budg. 2021
<b>Investissement directs :</b>	<b>11 765 571 688</b>	<b>927 131 406</b>	<b>876 446 031</b>	<b>1 803 577 437</b>	<b>13 569 149 125</b>	<b>12 148 059 957</b>
<b>Fonctionnement :</b>	<b>37 884 540 000</b>	<b>1 196 633 163</b>	<b>2 992 894 900</b>	<b>4 189 528 063</b>	<b>42 074 068 063</b>	<b>41 489 828 988</b>
Rémunérations & charges	21 277 869 178	31 160 765	207 832 618	238 993 383	21 516 862 561	21 072 970 919
fonctionnement des services	1 318 352 808	48 685 186	0	48 685 186	1 367 037 994	1 407 320 242
interventions	12 763 431 579	434 908 207	2 683 074 021	3 117 982 228	15 881 413 807	15 507 109 284
subventions	2 397 877 220	320 078 798	54 648 336	374 727 134	2 772 604 354	2 754 711 067
Mvts financiers	127 009 215	361 800 207	47 339 925	409 140 132	536 149 347	747 717 476
<b>Dette :</b>	<b>3 078 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 078 200 000</b>	<b>3 075 100 000</b>
intérêts	471 200 000	0	0	0	471 200 000	525 100 000
capital	2 607 000 000	0	0	0	2 607 000 000	2 550 000 000
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>52 728 311 688</b>	<b>2 123 764 569</b>	<b>3 869 340 931</b>	<b>5 993 105 500</b>	<b>58 721 417 188</b>	<b>56 712 988 945</b>
Résultat	0	0	0	939 368 514	939 368 514	0
Mouvements d'ordre	10 494 082 786	0	3 177 221 105	3 177 221 105	13 671 303 891	10 143 319 019
<b>Total Général</b>	<b>63 222 394 474</b>	<b>2 123 764 569</b>	<b>7 046 562 036</b>	<b>10 109 695 119</b>	<b>73 332 089 593</b>	<b>66 856 307 964</b>

Au titre de ses programmes d'investissement et de fonctionnement, les mesures nouvelles nettes s'établissent à **3,869 milliards XPF** répartis sur les secteurs suivants :

F/Prog	Prog - Libellé long	INV.			FONC.			Total Mes. nette
		Annul.	Mes. Nelles	Mes. nette	Annul.	Mes. Nelles	Mes. nette	
01	ADMINISTRATION	-156 030 263	20 000 000	-136 030 263	0	190 172 543	190 172 543	54 142 280
<b>0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>-156 030 263</b>	<b>20 000 000</b>	<b>-136 030 263</b>	<b>0</b>	<b>190 172 543</b>	<b>190 172 543</b>	<b>54 142 280</b>
01	ADMINISTRATION	-10 000 000	0	-10 000 000	-63 000 000	65 000 000	2 000 000	-8 000 000
07	COLLEGES PUBLICS	-27 398 500	2 500 000	-24 898 500	0	0	0	-24 898 500
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	-35 000 000	0	-35 000 000	0	497 000 000	497 000 000	462 000 000
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>-72 398 500</b>	<b>2 500 000</b>	<b>-69 898 500</b>	<b>-63 000 000</b>	<b>562 000 000</b>	<b>499 000 000</b>	<b>429 101 500</b>
15	SPORTS	0	0	0	-2 000 000	0	-2 000 000	-2 000 000
16	JEUNESSE	0	8 000 000	8 000 000	-70 000 000	0	-70 000 000	-62 000 000
13	PATRIMOINE	0	11 000 000	11 000 000	0	0	0	11 000 000
14	CULTURE	0	0	0	-45 235 000	0	-45 235 000	-45 235 000
<b>3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>0</b>	<b>19 000 000</b>	<b>19 000 000</b>	<b>-117 235 000</b>	<b>0</b>	<b>-117 235 000</b>	<b>-98 235 000</b>
01	ADMINISTRATION	0	8 100 000	8 100 000	-63 000 000	0	-63 000 000	-54 900 000
19	MEDICO-SOCIAL	0	0	0	0	33 416 195	33 416 195	33 416 195
17	AIDE MEDICALE	0	0	0	0	1 923 700 000	1 923 700 000	1 923 700 000
20	SANTE PUBLIQUE	-10 169 000	22 300 000	12 131 000	0	0	0	12 131 000
42	DROITS DES FEMMES ET EGALITE	0	0	0	0	2 900 000	2 900 000	2 900 000
18	HABITAT SOCIAL	-499 194 195	361 199 942	-137 994 253	0	1 950 000	1 950 000	-136 044 253
<b>4-SANTE-SOCIAL</b>		<b>-509 363 195</b>	<b>391 599 942</b>	<b>-117 763 253</b>	<b>-63 000 000</b>	<b>1 961 966 195</b>	<b>1 898 966 195</b>	<b>1 781 202 942</b>
01	ADMINISTRATION	0	0	0	0	126 000 000	126 000 000	126 000 000
39	EXPANSION COMMUNALE	0	800 000 000	800 000 000	0	14 000 000	14 000 000	814 000 000
33	INSERTION	0	5 000 000	5 000 000	-7 000 979	24 000 000	16 999 021	21 999 021
37	AGRICULTURE	0	0	0	0	21 000 000	21 000 000	21 000 000
38	TOURISME	0	0	0	0	106 400 000	106 400 000	106 400 000
31	EMPLOI	0	0	0	-3 000 000	4 075 000	1 075 000	1 075 000
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	-137 400 000	10 000 000	-127 400 000	0	0	0	-127 400 000
36	FORMATION	0	0	0	-56 000 000	0	-56 000 000	-56 000 000
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMATION PROFES</b>		<b>-137 400 000</b>	<b>815 000 000</b>	<b>677 600 000</b>	<b>-66 000 979</b>	<b>295 475 000</b>	<b>229 474 021</b>	<b>907 074 021</b>
25	ENVIRONNEMENT	-56 989 000	138 000 000	81 011 000	-6 000 000	12 917 141	6 917 141	87 928 141
26	URBANISME	-31 000 000	0	-31 000 000	0	0	0	-31 000 000
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>-87 989 000</b>	<b>138 000 000</b>	<b>50 011 000</b>	<b>-6 000 000</b>	<b>12 917 141</b>	<b>6 917 141</b>	<b>56 928 141</b>
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	-8 211 000	0	-8 211 000	0	0	0	-8 211 000
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	0	75 000 000	75 000 000	0	135 600 000	135 600 000	210 600 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>-8 211 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>66 789 000</b>	<b>0</b>	<b>285 600 000</b>	<b>285 600 000</b>	<b>352 389 000</b>
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	0	347 738 047	347 738 047	0	0	0	347 738 047
<b>10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COM</b>		<b>0</b>	<b>347 738 047</b>	<b>347 738 047</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>347 738 047</b>
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	0	39 000 000	39 000 000	0	0	0	39 000 000
<b>11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>		<b>0</b>	<b>39 000 000</b>	<b>39 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 000 000</b>
<b>Total général</b>		<b>-971 391 958</b>	<b>1 847 837 989</b>	<b>876 446 031</b>	<b>-315 235 979</b>	<b>3 308 130 879</b>	<b>2 992 894 900</b>	<b>3 869 340 931</b>

En outre, le projet de délibération portant décision modificative n° 01 vous propose de prendre en compte les dispositions suivantes :

- à l'article 6 du projet de délibération, la modification concerne le règlement intérieur de l'assemblée afin de prendre en compte la possibilité de constitution, au sein de l'assemblée, d'un groupe d'élus d'un nombre supérieur à vingt, et de doter ce groupe des moyens de fonctionnement appropriés.

Il est ainsi proposé d'ajouter à l'article 3-1 de la délibération n° 01-89/APS du 19 juillet 1989 portant règlement intérieur de l'Assemblée de la province Sud, une disposition accordant huit postes de collaborateurs pour un groupe composé de vingt-et-un élus ou plus (soit trois postes de catégorie A, deux postes de catégorie B et trois postes de catégorie C) ;

- aux articles 7 et 8, les rectifications intéressent le régime indemnitaire dit catégoriel. La volonté, lors de l'assemblée du 25 mai dernier, était d'abroger la disposition visant à restreindre l'octroi de la prime catégorielle aux agents relevant des directions non techniques (objet de l'article 1bis de la délibération modifiée n° 85-2008/APS du 22 décembre 2008 précitée) et d'annuler l'octroi, opéré à l'époque en deux temps, de cette même prime au personnel enseignants (supprimer les dispositions du point 1° de l'article 2 de ladite délibération).

Cependant, la rédaction de la délibération n° 30-2022/APS du 25 mai 2022 modifiant la délibération n° 85-2008/APS du 22 décembre 2008 fixant le régime indemnitaire applicable au sein des directions et services de la province Sud, a abrogé, par erreur, l'article 2 de la délibération modifiée n° 85-2008/APS du 22 décembre 2008 fixant le régime indemnitaire applicable au sein des directions et services de la province Sud et a modifié, également par erreur, le point 1° de l'article 3 de cette même délibération.

Il est donc proposé de corriger ces erreurs matérielles d'une part, en abrogeant les articles 2 et 3 de la délibération n° 30-2022/APS du 25 mai 2022 précitée et, d'autre part, en procédant à l'abrogation de l'article 1bis de la délibération n° 85-2008/APS du 22 décembre 2008 et à la modification du point 1° de l'article 2 de cette même délibération.

## TITRE I – LA CLOTURE 2021

La section d'investissement, complétée des restes à réaliser en recettes et dépenses, présente un besoin de financement de 1,866 milliard XPF couvert par l'affectation du résultat de fonctionnement, conformément à la délibération n° 34-2022/APS du 25 mai 2022 portant affectation du résultat 2021.

Au budget supplémentaire, la province dispose de 2,828 milliards XPF de marge de manœuvre.

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES

### **RESULTAT DE GESTION**

Investissement - 001 Solde d'exécution reporté		<b>939 368 514</b>		
Investissement - 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	<b>1 866 499 920</b>			
Fonctionnement - 002 Excédent de fonctionnement reporté			<b>4 025 299 208</b>	

<b>RESTES A REALISER :</b>	<b>0</b>	<b>927 131 406</b>	<b>0</b>	<b>1 196 633 163</b>
----------------------------	----------	--------------------	----------	----------------------

<b>TOTAL GENERAL :</b>	<b>1 866 499 920</b>	<b>1 866 499 920</b>	<b>4 025 299 208</b>	<b>1 196 633 163</b>
------------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

<b>MARGE DE MANOEUVRE DU BS 2022 :</b>	<b>0</b>		<b>2 828 666 045</b>	
----------------------------------------	----------	--	----------------------	--

## TITRE II – LES AJUSTEMENTS DE CREDITS

### A. LES AJUSTEMENTS DE RECETTES

Les recettes du budget 2022 sont ajustées à hauteur de **1 040 674 886 XPF** comprenant :

- - 1,9 milliard XPF d'ajustements sur les souscriptions d'emprunts 2022
- - 400 millions XPF d'ajustements sur la fiscalité
- - 16 millions XPF d'ajustements des dotations légales en provenance de l'Etat
- + 4,3 millions XPF d'ajustements sur les dotations spécifiques de l'Etat
- + 41 millions XPF d'ajustement sur les dotations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie
- + 329 millions XPF d'ajustement sur les recouvrements et participations diverses
- + 336,5 millions XPF d'ajustements sur les recettes des services
- + 565,4 millions XPF d'ajustements sur les dotations sur opérations contractualisées
- + 2,080 milliards XPF d'ajustements des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie

RUBRIQUES	Annulations	Mesures Nvelles	TOTAL
EMPRUNTS	-1 900 000 000	0	-1 900 000 000
FISCALITE	-400 000 000	0	-400 000 000
DOTATIONS LEGALES ETAT	-16 000 000	0	-16 000 000
DOTATIONS ETAT	0	4 300 000	4 300 000
DOTATIONS NC	0	41 000 000	41 000 000
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	-6 000 000	335 000 000	329 000 000
RECETTES DES SCES	-42 000 000	378 500 000	336 500 000
DOTATIONS - OPC	-63 370 000	628 765 688	565 395 688
DOTATIONS LEGALES NC	0	2 080 479 198	2 080 479 198
<b>TOTAL</b>	<b>-2 427 370 000</b>	<b>3 468 044 886</b>	<b>1 040 674 886</b>

### CHAPITRE 1 - LES ANNULATIONS

**2,427 milliards XPF** d'annulations répartis comme suit par section :

#### SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

**1,916 milliards XPF d'annulations** sur les postes suivants :

- - 1,9 milliard XPF sur l'enveloppe d'emprunt pour 2022 ainsi ramenée à 4,1 milliards XPF contre une inscription de 6 milliards XPF au budget primitif
- - 16 millions XPF d'ajustement de la dotation de construction et d'équipement des collèges (DGCEC) pour l'exercice 2022 suite à l'arrêté n° 28 du 3 mai 2022

#### SECTION 2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

**511,4 millions XPF** d'annulations sur les postes suivants :

- - 400 millions XPF d'ajustement de la fiscalité :
  - -350 millions XPF pour les centimes additionnels à la taxe sur les spectacles et le produit des jeux, ramenant les inscriptions à 1,625 milliard XPF
  - -50 millions XPF pour la taxe sur les communications téléphoniques, ramenant les inscriptions à 1,250 milliard XPF
- - 63,4 millions XPF d'ajustement des dotations de l'Etat sur contrat comprenant notamment :
  - -29,9 millions XPF au titre de l'accompagnement à la scolarité
  - -29,1 millions XPF au titre des chantiers de jeunes
- - 42 millions XPF d'ajustement des recettes des services suite à la résiliation du bail de l'immeuble du gouvernement au 31 août 2022.
- - 6 millions XPF de participations de l'Initiative KIWA pour la participation aux actions du conservatoire botanique

## CHAPITRE 2 - LES MESURES NOUVELLES

Hors résultat, les ressources nouvelles proposées s'élèvent à **3,468 milliards XPF** répartis comme suit par provenance :

<b>RUBRIQUES</b>	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>TOTAL</b>
DOTATIONS LEGALES NC	122 132 238	1 958 346 960	<b>2 080 479 198</b>
DOTATIONS - OPC	628 765 688	0	<b>628 765 688</b>
RECETTES DES SCES	370 500 000	8 000 000	<b>378 500 000</b>
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	0	335 000 000	<b>335 000 000</b>
DOTATIONS NC	0	41 000 000	<b>41 000 000</b>
DOTATIONS ETAT	4 300 000	0	<b>4 300 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 125 697 926</b>	<b>2 342 346 960</b>	<b>3 468 044 886</b>

### SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

**1,126 milliard XPF de mesures nouvelles** sur les postes suivants :

- 628,8 millions XPF de participations de l'Etat sur contrats de développement 2017-2021 comprenant notamment :
  - 332,9 millions XPF pour les aides à l'habitat social
  - 169,7 millions XPF pour la restauration des sites dégradés de la côte oubliée à Thio
  - 95,5 millions XPF pour la mise aux normes et la rénovation des bâtiments de l'enseignement privé
  - 19,5 millions XPF pour le plan de prévention des feux de forêts
  - 11,1 millions XPF pour le cartable numérique dans les collèges
- 370,5 millions XPF de recettes des services au titre de la cession de terrains et de logements
- 122,1 millions XPF au titre de la dotation globale d'équipement de la Nouvelle-Calédonie comprenant :
  - 106,9 millions XPF au titre de l'ajustement définitif 2021 portant la dotation à 1,781 milliard XPF
  - 15,1 millions XPF au titre de l'ajustement provisoire 2022, portant la dotation à 1,570 milliard XPF
- 4,3 millions XPF de participations de l'Etat pour l'acquisition de matériels dans le cadre du dispositif de travaux d'intérêt général

### SECTION 2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

**2,342 milliards XPF de mesures nouvelles** sur les postes suivants :

- 1,958 milliard XPF au titre de la dotation globale de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie comprenant :
  - 1,721 milliard XPF au titre de l'ajustement définitif 2021 portant la dotation à 28,666 milliards XPF
  - 236,4 millions XPF au titre de l'ajustement provisoire 2022, portant la dotation à 25,269 milliards XPF
- 335 millions XPF au titre des recouvrements et participations diverses comprenant :
  - 215 millions XPF de recettes CAFAT et mutuelles au titre du tiers-payant assuré dans le cadre de l'aide médicale
  - 120 millions XPF pour l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des pins
- 41 millions XPF de dotations spécifiques versées par l'Agence Sanitaire et Sociale de Nouvelle-Calédonie (ASS-NC) comprenant :
  - 35 millions XPF pour la participation au fonctionnement de l'Instance de Coordination Gérontologique
  - 6 millions XPF pour la délégation de compétence de l'action sociale et médico-sociale
- 8 millions XPF de recettes de services pour la location par la location des locaux de la caserne du PSIC de Déva à Bourail

## B. LES AJUSTEMENTS DE DEPENSES

Les ajustements de dépenses portent sur une enveloppe de **3,869 milliards XPF** comprenant :

→ -1 286 627 937 XPF d'annulations de crédits

→ 5 155 968 868 XPF de mesures nouvelles

RUBRIQUES	Annulations	Mesures nouvelles	TOTAL
Investissements directs	-971 391 958	1 847 837 989	<b>876 446 031</b>
Fonctionnement comprenant :			
<i>Dépenses de personnel et élus :</i>	-126 000 000	333 832 618	<b>207 832 618</b>
<i>Interventions :</i>	-142 000 979	2 825 075 000	<b>2 683 074 021</b>
<i>Subventions :</i>	-47 235 000	101 883 336	<b>54 648 336</b>
<i>Mouvements financiers :</i>	0	47 339 925	<b>47 339 925</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-1 286 627 937</b>	<b>5 155 968 868</b>	<b>3 869 340 931</b>

## CHAPITRE 1 - LES ANNULATIONS

**1,286 milliard XPF** d'annulations de dépenses répartis comme suit par section, programme, opération et rubrique :

PROGRAMME - DIRECTION - OPERATION	INV. DIRECTS	PERS. ET ELUS	INTERV.	SUBV. - HCD	TOTAL
DEL AIDE A L'HABITAT GROUPE	-493 644 195				-493 644 195
ETUDES HABITAT SOCIAL	-5 550 000				-5 550 000
<b>18-HABITAT SOCIAL</b>	<b>-499 194 195</b>				<b>-499 194 195</b>
DAEM NOUMEA-POLE TECHNIQUE	-156 030 263				-156 030 263
DERES EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-10 000 000				-10 000 000
<b>01-ADMINISTRATION</b>	<b>-166 030 263</b>				<b>-166 030 263</b>
DDET COVID 19 - PLAN DE SOUTIEN N°4	-137 400 000				-137 400 000
<b>34-SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>	<b>-137 400 000</b>				<b>-137 400 000</b>
DAEM AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	-35 789 000				-35 789 000
DDDT PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	-14 000 000				-14 000 000
GESTION DES DECHETS	-3 700 000				-3 700 000
CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	-3 500 000				-3 500 000
<b>25-ENVIRONNEMENT</b>	<b>-56 989 000</b>				<b>-56 989 000</b>
DERES MISE AUX NORMES & RENOVATION BATIMENTS	-35 000 000				-35 000 000
<b>09-ENSEIGNEMENT PRIVE</b>	<b>-35 000 000</b>				<b>-35 000 000</b>
DAEM AMENAGEMENTS URBAINS	-31 000 000				-31 000 000
<b>26-URBANISME</b>	<b>-31 000 000</b>				<b>-31 000 000</b>
DERES TOUS COLLEGES	-27 398 500				-27 398 500
<b>07-COLLEGES PUBLICS</b>	<b>-27 398 500</b>				<b>-27 398 500</b>
DAEM BRL-MAISON DE SANTE BOURAIL	-10 169 000				-10 169 000
<b>20-SANTE PUBLIQUE</b>	<b>-10 169 000</b>				<b>-10 169 000</b>
DAEM IDP-AERODROME DE MOUE	-8 211 000				-8 211 000
<b>22-INFRA &amp; TRSPRT - AERIEN</b>	<b>-8 211 000</b>				<b>-8 211 000</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>-971 391 958</b>				<b>-971 391 958</b>
DRH MASSE SALARIALE		-126 000 000			-126 000 000
<b>01-ADMINISTRATION</b>		<b>-126 000 000</b>			<b>-126 000 000</b>
DCJS POLITIQUE DE LA JEUNESSE			-70 000 000		-70 000 000
<b>16-JEUNESSE</b>			<b>-70 000 000</b>		<b>-70 000 000</b>
DDET STAGES - OP GLOBALISEE			-29 000 000		-29 000 000
DEL APPEL A PROJET CONTRE L'ILLETRISME			-25 000 000		-25 000 000
STAGES - OP GLOBALISEE			-2 000 000		-2 000 000
<b>36-FORMATION</b>			<b>-56 000 000</b>		<b>-56 000 000</b>
DCJS SUBVENTIONS HCD				-45 235 000	-45 235 000
<b>14-CULTURE</b>				<b>-45 235 000</b>	<b>-45 235 000</b>
DEL STAGES D'INSERTION			-5 000 000		-5 000 000
PROJET SAINT-LOUIS			-1 300 979		-1 300 979
INSERTION PROFESSIONNELLE			-700 000		-700 000
<b>33-INSERTION</b>			<b>-7 000 979</b>		<b>-7 000 979</b>
DDDT CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE			-6 000 000		-6 000 000
<b>25-ENVIRONNEMENT</b>			<b>-6 000 000</b>		<b>-6 000 000</b>
DEL AIDES AU TRANSPORT			-3 000 000		-3 000 000
<b>31-EMPLOI</b>			<b>-3 000 000</b>		<b>-3 000 000</b>
DCJS SUBVENTIONS HCD				-2 000 000	-2 000 000
<b>15-SPORTS</b>				<b>-2 000 000</b>	<b>-2 000 000</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<b>-126 000 000</b>	<b>-142 000 979</b>	<b>-47 235 000</b>	<b>-315 235 979</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-971 391 958</b>	<b>-126 000 000</b>	<b>-142 000 979</b>	<b>-47 235 000</b>	<b>-1 286 627 937</b>

En investissement, les 971,4 millions XPF d'annulations constituent des redéploiements de crédits en lien avec des mesures nouvelles proposées à hauteur de 1,048 milliard XPF.

En fonctionnement, les 315,2 millions XPF d'annulations comprennent :

- 126 millions XPF de redéploiements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la masse salariale et réinscrits en mesures nouvelles (*cf page 16*)
- 142 millions XPF de crédits d'interventions comprenant notamment :
  - 70 millions XPF pour la politique de la jeunesse suite au démarrage de la mise en œuvre du dispositif « Clic & Mouv » en décembre 2022
  - 36 millions XPF au titre des stages, dont 20 millions XPF pour la formation des débits de boissons qui s'est terminée au mois d'avril dernier
  - 25 millions XPF pour la lutte contre l'illettrisme suite à un appel d'offres infructueux sur la mise en œuvre du projet
- 47,2 millions XPF en subventions, dont les ajustements prévus sont présentés en annexe 2 du présent rapport de présentation

## CHAPITRE 2 LES MESURES NOUVELLES

Les mesures nouvelles de dépenses s'élèvent à **5,155 milliards XPF** présentés comme suit par grand poste :

→ investissements directs	1,848 milliard XPF
→ personnel et élus	334 millions XPF
→ interventions et subventions	2,927 milliards XPF
→ mouvements financiers	47 millions XPF

### SECTION 1 - LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs proposés au présent budget supplémentaire s'élèvent à **1,848 milliard XPF** répartis comme suit par programme :

Référence du programme	HCD	CA	CDT50	CPEC	CAT50	TOTAL
EXPANSION GENERALE	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
INSERTION	5 000 000	0	0	0	0	5 000 000
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>	<b>815 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>815 000 000</b>
HABITAT SOCIAL	361 199 942	0	0	0	0	361 199 942
SANTE PUBLIQUE	22 300 000	0	0	0	0	22 300 000
ADMINISTRATION	8 100 000	0	0	0	0	8 100 000
<b>4-SANTE-SOCIAL</b>	<b>391 599 942</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>391 599 942</b>
EQUIPEMENT COMMUNAL	106 200 000	135 802 957	0	64 860 090	40 875 000	347 738 047
<b>10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX</b>	<b>106 200 000</b>	<b>135 802 957</b>	<b>0</b>	<b>64 860 090</b>	<b>40 875 000</b>	<b>347 738 047</b>
ENVIRONNEMENT	54 365 219	0	83 634 781	0	0	138 000 000
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	<b>54 365 219</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>138 000 000</b>
TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>	<b>75 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75 000 000</b>
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	0	0	39 000 000	0	0	39 000 000
<b>11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 000 000</b>
ADMINISTRATION	20 000 000	0	0	0	0	20 000 000
<b>0-ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>
PATRIMOINE	11 000 000	0	0	0	0	11 000 000
JEUNESSE	8 000 000	0	0	0	0	8 000 000
<b>3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	<b>19 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 000 000</b>
COLLEGES PUBLICS	2 500 000	0	0	0	0	2 500 000
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>	<b>2 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 500 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 483 665 161</b>	<b>135 802 957</b>	<b>122 634 781</b>	<b>64 860 090</b>	<b>40 875 000</b>	<b>1 847 837 989</b>

HCD : Hors Contrat de Développement

CA : Contrat Etat-Province-Communes de l'agglomération

CDT50 : Contrat de développement Etat-Province-Trajectoire 5.0

CPEC : Contrat Province-Etat-Communes de l'intérieur

CAT50 : Contrat Etat-Province-Communes de l'agglomération-Trajectoire 5.0

#### A. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les dépenses s'établissent à **815 millions XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

- 800 millions XPF sur le programme 39 – Expansion générale au titre d'une avance en compte-courant en faveur de la SAEM Promosud suite à l'intégration en capital des précédentes avances
- 10 millions XPF sur le programme 34 – Soutien à l'investissement pour abonder le fonds de garantie de la province Sud (FGPS)
- 5 millions XPF sur le programme 33 – Insertion pour l'acquisition de matériel dans le cadre des travaux d'intérêt général

#### B. FONCTION 4 – LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE

Les dépenses s'établissent à **391,6 millions XPF** répartis comme suite par programmes et opérations :

##### Programme 18 – Habitat social

Il est proposé une inscription de crédits à hauteur de **361,2 millions XPF**.

### → **L'aide à l'habitat individuel**

**190 millions XPF** de complément de crédits pour les aides à l'accession et à l'amélioration de l'habitat, financés hors contrat comprenant :

- 130 millions XPF pour financer les aides à l'accession, en complément des 275 millions XPF inscrits au budget primitif au titre du programme d'accession à l'habitat individuelle.  
Les premiers mois d'exercice de l'année 2022 ont été marqués par une bonne dynamique du nombre d'attributions. De plus, les subventions à l'accession qui ont été octroyées ont majoritairement concerné des projets au sein des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) de la province Sud. Au titre du code des aides à l'habitat, ces dernières bénéficient de subventions plus importantes.  
Les financements prévus au budget primitif devraient donc se révéler insuffisants pour répondre à la demande des administrés. Les crédits supplémentaires permettront le maintien de cette dynamique sur 2022. Dans l'attente d'une réponse de l'Etat pour un financement sur contrat de plan, les crédits sont inscrits sur fonds propres.
- 40 millions XPF dans le cadre d'une procédure de dédommagement d'un prestataire en lien avec le dispositif de logements aidés en province Sud (LAPS).
- 20 millions XPF pour la rénovation de logements sur l'Ile Ouen au Mont-Dore dans le cadre de chantier d'insertion

### → **La SEM de l'Agglo**

**100 millions XPF** de crédits pour une avance en compte-courant d'associés qui vient compléter un premier versement de 400 millions XPF effectué en 2021 pour la recapitalisation de la SEM de l'Agglo, conformément à l'étude menée en 2020 sur les besoins des bailleurs sociaux.

Ces avances, d'un montant total de 500 millions XPF, sont destinées à être capitalisées afin de renforcer les fonds propres de la SEM en lien avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) qui apporte le même montant.

### → **L'aide à l'habitat groupé**

**57,4 millions XPF** de crédits financés hors contrat comprenant :

- 33,7 millions XPF pour une opération de requalification urbaine sur le secteur de Takutea à Dumbéa
- 23,7 millions XPF pour des opérations de rénovation à Tindu, Pierre Lenquête et à l'Université de Nouvelle-Calédonie à Nouméa

### → **Le fonds de garantie pour l'habitat social**

**10 millions XPF** de crédits pour la garantie des prêts accordés par le FSH dans le cadre d'opérations de construction ou de réhabilitation de logement sur terres coutumières qui font l'objet d'un taux très élevé de défaillances dans les remboursements.

### → **Les études relatives à l'habitat**

**3,7 millions XPF** de crédits d'études sur le besoin en logement et en hébergement en province Sud (« Plan Provincial de l'Habitat » - PPH) et sur le financement du logement locatif.

## **Programme 20 – Santé publique**

**22,3 millions XPF** de crédits comprenant :

- 20 millions XPF pour une aide au premier équipement dans le cadre de l'installation des médecins libéraux
- 2,3 millions XPF pour l'acquisition de matériel médical et d'entretien pour les centres médico-sociaux

## **Programme 01 – Administration**

**8,1 millions XPF** de crédits pour les logements des centres médico-sociaux de la Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale comprenant :

- 5,1 millions XPF pour l'équipement en matériel et mobilier
- 3,0 millions XPF pour les travaux d'aménagement

## C. FONCTION 10 – L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **347,7 millions XPF**. Ces crédits se répartissent en subventions directes pour 341,5 millions XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 6,2 millions XPF.

### a. Le programme des subventions

Le tableau ci-dessous présente le détail par fonction, sous-fonction et financement :

FONCTION & SS-FONCTION	CA	HCD	CPEC	CAT50	TOTAL
GESTION DE L'EAU	121 900 000				121 900 000
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS			60 000 000		60 000 000
URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	12 027 957			40 875 000	52 902 957
<b>Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	<b>133 927 957</b>		<b>60 000 000</b>	<b>40 875 000</b>	<b>234 802 957</b>
POLICE		100 000 000			100 000 000
<b>Fonction 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>		<b>100 000 000</b>			<b>100 000 000</b>
FAMILLE ET ENFANCE			4 000 000		4 000 000
<b>Fonction 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>			<b>4 000 000</b>		<b>4 000 000</b>
JEUNESSE (ACTION SOCIO-EDUCATIVE ET LOISIRS)	1 875 000				1 875 000
SPORTS			860 090		860 090
<b>Fonction 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	<b>1 875 000</b>		<b>860 090</b>		<b>2 735 090</b>
<b>TOTAL</b>	<b>135 802 957</b>	<b>100 000 000</b>	<b>64 860 090</b>	<b>40 875 000</b>	<b>341 538 047</b>

HCD : opérations hors contrat.

CA : Contrat d'Agglomération

CPEC : Contrat Province-Etat-Communes de l'intérieur

CAT5.0 : Contrat d'Agglomération Trajectoire 5.0

#### → L'aménagement et environnement

**234,8 millions XPF** de crédits de paiement en totalité sur contrat et décomposés comme suit par secteur :

- la gestion de l'approvisionnement en eau et de son traitement 121,9 millions XPF
- la gestion des déchets et la lutte contre les pollutions 60,0 millions XPF
- l'urbanisme, le logement et les espaces publics 52,9 millions XPF

Le détail des opérations, bénéficiaires et type de financement est présenté dans le tableau ci-dessous.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	CA	CAT50	CPEC	TOTAL
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON REPARTIS	121 900 000			121 900 000
<b>. GESTION DE L'EAU</b>		<b>121 900 000</b>			<b>121 900 000</b>
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON REPARTIS			60 000 000	60 000 000
<b>. GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS</b>				<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>
LUTTE EROSION RECONSTIT. ECO SYSTEME PROTECT SITES TOURISTIQUES	NOUMEA		40 875 000		40 875 000
PROJET SOCIO-CULTUREL GLOBAL DE SAINT-LOUIS	MONT-DORE	12 027 957			12 027 957
<b>. URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS</b>		<b>12 027 957</b>	<b>40 875 000</b>		<b>52 902 957</b>
<b>Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>133 927 957</b>	<b>40 875 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>234 802 957</b>

#### → La sécurité et l'ordre public

**100 millions XPF** de crédits de paiement hors contrat comprenant notamment la construction d'un nouvel hôtel pour la police municipale de Nouméa pour 50 millions XPF.

#### → Le secteur famille et enfance

**4 millions XPF** de crédits de paiement sur CPEC pour la création d'une maison des familles à Bourail.

#### → la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs

**2,7 millions XPF** de crédits de paiement sur contrat comprenant :

- les kits de décentralisation des pratiques socio-éducatives et culturelles à Dumbéa 1,9 million XPF
- la construction de la salle polyvalente de Vao à l'Ile des pins 0,8 million XPF

#### **b. Le programme des maitrises d'ouvrages déléguées**

**6,2 millions XPF** pour la création de la piste XCO sur les pistes cyclables de Tina à Nouméa, dans le cadre de la labellisation du site en tant que terre de jeux 2024.

#### **D. FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT**

Les dépenses s'établissent à **138 millions XPF** sur le programme 25 – Environnement pour la poursuite de la restauration écologique d'anciens sites dégradés par le feu et l'activité minière au sein du parc provincial de la Côte Oubliée à Thio, dont 83,6 millions XPF financés sur CD.

#### **E. FONCTION 8 – LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

Les dépenses s'établissent à **75 millions XPF** sur le programme 30 – Transport public terrestre pour la participation aux travaux de la gare routière du réseau de transport interurbain à Nouméa gérée par le Syndicat Mixte des Transports Interurbain (SMTI)

#### **F. FONCTION 11 – LES MAITRISES D'OUVRAGE DELEGUEES**

Les dépenses s'établissent à **39 millions XPF** sur le programme 46 – Travaux pour autres tiers dans le cadre du plan de prévention des feux de forêts, financés sur CD.

Les travaux consistent en l'aménagement de pistes, de points d'eau, de zones reboisées, de barrières et de signalétique sur divers sites du domaine de la Nouvelle-Calédonie.

#### **G. FONCTION 0 - L'EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE**

Les dépenses s'établissent à **20 millions XPF** sur le programme 01 – Administration pour l'acquisition d'équipement de sauvegarde des données informatiques.

#### **H. FONCTION 3 – LA CULTURE, JEUNESSE ET LES SPORTS**

Les dépenses s'établissent à **19 millions XPF** répartis comme suite par programmes et opérations :

##### **Programme 13 – Patrimoine**

**11 millions XPF** de crédits comprenant :

- 6 millions XPF pour la conservation et la sauvegarde des bâtiments classés  
dont 3 millions XPF pour l'aide à la conservation et 3 millions XPF pour la réalisation d'étude et de travaux
- 5 millions XPF pour l'aménagement du château Hagen à Nouméa

##### **Programme 16 – Jeunesse**

**8 millions XPF** de crédits comprenant :

- 6 millions XPF pour l'aménagement du centre d'accueil de Poé à Bourail,
- 2 millions XPF pour l'acquisition de matériels pour l'Espace Jeunes à Nouméa

#### **I. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT**

Les dépenses s'établissent à **2,5 millions XPF** sur le programme 07 – Collèges publics pour le câblage informatique des établissements scolaires.

## SECTION 2 - LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

Les dépenses des services communs s'élèvent à **333,8 millions XPF** dont 126 millions XPF (38%) de redéploiements de crédit.

### 1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

**333,8 millions XPF** de crédits concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales des agents titulaires et non titulaires 126,0 millions XPF

La totalité de ces crédits sont issus de redéploiements à partir des chapitres 932-Enseignement et 934-Santé vers le chapitre 939-Economie.

Ces redéploiements visent principalement à un ajustement entre les lignes de crédits compte tenu du budget déjà consommé sur le premier semestre (*les annulations de crédits correspondantes ont été évoquées en page 11*).

Dans le cadre de ce budget supplémentaire, aucun nouveau crédit n'est donc inscrit.

- les remplacements divers 100,0 millions XPF
- les remplacements d'enseignants du 1er degré 65,0 millions XPF
- la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP) 27,8 millions XPF
- les frais de transports de personnel et des bagages notamment des personnels médicaux 15,0 millions XPF

Sur 2022, la répartition de ces crédits par opération et chapitre se présente comme suit en mesures nettes :

OPERATION	Chapitres	BP	Report	Annul	Mes. Nelles	BUDGET 2022
MASSE SALARIALE	930	3 484 000 000	0	0	0	3 484 000 000
	932	11 100 000 000	0	-63 000 000	0	11 037 000 000
	934	2 800 000 000	0	-63 000 000	0	2 737 000 000
	939	2 550 000 000	0	0	126 000 000	2 676 000 000
<b>total masse salariale</b>		<b>19 934 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-126 000 000</b>	<b>126 000 000</b>	<b>19 934 000 000</b>
REPLACEMENTS ENSEIGNANTS	932	355 000 000	0	0	65 000 000	420 000 000
REPLACEMENTS DIVERS	930	330 000 000	0	0	100 000 000	430 000 000
FORMATION DU PERSONNEL PROVINCIAL	930	139 260 474	11 156 443	0	27 832 618	177 249 535
PERSONNEL PERMANENT - FRAIS COMMUNS	930	75 024 500	18 520 631	0	15 000 000	111 259 885
AIDES AUX AGENTS PROVINCIAUX HANDICAPES	930	950 000	0	0	0	950 000
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>20 834 234 974</b>	<b>29 677 074</b>	<b>-126 000 000</b>	<b>333 832 618</b>	<b>21 073 459 420</b>

### **SECTION 3 - LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS**

Les crédits sur ce poste s'élevaient à **2,927 milliards XPF** répartis comme suit par fonction, programme et type de financement :

Fonction	Référence du programme	HCD	CA	TOTAL
	17-AIDE MEDICALE	1 923 700 000	0	1 923 700 000
	19-MEDICO-SOCIAL	33 416 195	0	33 416 195
	42-DROITS DES FEMMES ET EGALITE	2 900 000	0	2 900 000
	18-HABITAT SOCIAL	0	1 950 000	1 950 000
<b>4-SANTE-SOCIAL</b>		<b>1 960 016 195</b>	<b>1 950 000</b>	<b>1 961 966 195</b>
	09-ENSEIGNEMENT PRIVE	497 000 000	0	497 000 000
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>497 000 000</b>	<b>0</b>	<b>497 000 000</b>
	24-INFRA & TRSPRT - MARITIME	150 000 000	0	150 000 000
	30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	135 600 000	0	135 600 000
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>285 600 000</b>	<b>0</b>	<b>285 600 000</b>
	38-TOURISME	106 400 000	0	106 400 000
	33-INSERTION	24 000 000	0	24 000 000
	37-AGRICULTURE	21 000 000	0	21 000 000
	39-EXPANSION GENERALE	14 000 000	0	14 000 000
	31-EMPLOI	4 075 000	0	4 075 000
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>		<b>169 475 000</b>	<b>0</b>	<b>169 475 000</b>
	25-ENVIRONNEMENT	12 917 141	0	12 917 141
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>12 917 141</b>	<b>0</b>	<b>12 917 141</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 925 008 336</b>	<b>1 950 000</b>	<b>2 926 958 336</b>

#### **A. FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE, PROTECTION & ACTION SOCIALE**

Les dépenses s'établissent à **1,962 milliard XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

##### **Programme 17 – Aide médicale**

La participation de la Nouvelle-Calédonie à ces dépenses n'étant pas effective au 1<sup>er</sup> juillet 2022, il est nécessaire d'inscrire une enveloppe de **1,924 milliard XPF** de crédits répartis comme suit :

- 1,917 milliard XPF pour les liquidations de dépenses de santé
- 6,7 millions XPF pour le Fonds Autonome de Compensation des Transports sanitaires terrestres et Urgences ambulancières (FACTUR)

##### **Programme 19 – Médico-social**

**33,4 millions XPF** de crédits sur les opérations suivantes :

- 20,1 millions XPF de crédits de subventions.  
Le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.
- 13,3 millions XPF pour les aides de première nécessité

##### **Programme 42 – Droits des femmes et égalité**

**2,9 millions XPF** de crédits de subventions, dont le détail prévisionnel est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

##### **Programme 18 – Habitat social**

**1,9 million XPF** pour des études sur l'habitat social au titre de la convention de financement (CF) 2021-2022

#### **B. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT**

Les dépenses s'établissent à **497 millions XPF** au titre du programme 09 – Enseignement privé pour le financement du second semestre des structures d'enseignement privé suite à la non-prise en charge de cette compétence par ceux qui devraient la financer, à commencer par la Nouvelle-Calédonie et les communes, au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

## **C. FONCTION 8 – LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

Les dépenses s'établissent à **285,6 millions XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

### **Programme 24 – Infrastructures et transport maritime**

**150 millions XPF** pour la poursuite de la desserte maritime de l'Ile des pins avec une recette de 120 millions XPF inscrite au titre de cette opération.

### **Programme 30 – Transport public terrestre**

**135,6 millions XPF** pour une participation complémentaire au fonctionnement du réseau de transport public géré par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU).

## **D. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Les dépenses s'établissent à **169,5 millions XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

### **Programme 38 – Tourisme**

**106,4 millions XPF** de crédits comprenant :

- 66 millions XPF de crédits de subventions dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation
- 40,4 millions XPF pour la participation au fonctionnement du syndicat mixte de l'aquarium des lagons à Nouméa

### **Programme 33 – Insertion**

**24 millions XPF** pour la réalisation de chantiers de jeunes.

### **Programme 37 – Agriculture**

**21 millions XPF** pour la protection sociale des exploitants agricoles.

### **Programme 39 – Expansion générale**

**14 millions XPF** de crédits comprenant :

- 8 millions XPF pour la réalisation d'études préalables à la création de zones franches
- 6 millions XPF pour l'organisation du Nouméa Women's Forum, avec une participation de la Société Le Nickel (SLN) de 2 millions XPF inscrite en recette

### **Programme 31 – Emploi**

**4 millions XPF** pour le dispositif du service civique.

## **E. FONCTION 7 – L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT**

Les dépenses s'établissent à **12,9 millions XPF** sur le programme 25 – Environnement pour des crédits de subventions dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

## **SECTION 4 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

**47,3 millions XPF** de crédits en opérations non ventilées destinés à divers ajustements comptables dont notamment les litiges, les frais d'actes et de contentieux et les ajustements de crédits sur opérations contractualisées.

## **TITRE III – LES MOUVEMENTS D’ORDRE**

### **CHAPITRE 1 - L’AUTOFINANCEMENT**

L’autofinancement est constitué de l’ensemble des mouvements d’ordre qui permettent de financer les dépenses d’investissement à partir des ressources de fonctionnement.

L’autofinancement est constitué :

- d’une partie obligatoire, avec la dotation aux amortissements des biens acquis, des subventions d’équipements versées et des frais d’étude et de recherche en faveur de tiers
- d’une partie facultative, avec le prélèvement sur l’excédent de recettes de fonctionnement affecté à la section d’investissement

Au budget supplémentaire 2022, l’autofinancement net s’élève à **1,667 milliard XPF** au titre du prélèvement facultatif.

L’autofinancement pour le budget 2022 s’établit ainsi à 4,997 milliards XPF dont 3,330 milliards XPF pour la part obligatoire et 1,667 milliard XPF pour la part facultative.

### **CHAPITRE 2 – LES AUTRES MOUVEMENTS D’ORDRE**

**1,510 milliard XPF** sont prévus au titre des reclassements comptables suivants :

- |                                                                                                                          |                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| ▪ la constatation d’échanges de terrains entre la Nouvelle-Calédonie et la province Sud                                  | 590,5 millions XPF |
| ▪ les avances effectuées dans le cadre des aides individuelles à l’habitat social reclassées en subventions d’équipement | 500,0 millions XPF |
| ▪ la transformation des avances en compte-courant d’associé ouvert dans les comptes de la SEM de l’Agglo                 | 400,0 millions XPF |
| ▪ la transformation des avances en compte-courant d’associé ouvert dans les comptes de la SEM Mwe Ara                    | 20,0 millions XPF  |

## TITRE IV – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES

Cette annexe des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) présente les évolutions proposées en matière d'engagements pluriannuels. Elle présente donc des ouvertures, des ajustements et des clôtures d'AP et d'AE.

A ce titre, les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programmes et d'engagement dans le cadre du budget supplémentaire 2022 se présentent comme suit par programme et référence d'AP/AE :

### CHAPITRE 1 - LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

#### → Les ouvertures

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	OUVERTURE AP BS 2022
	07-2022-1	TOUS COLLEGES	DAEM	902	1 000 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>1 000 000 000</b>
	26-2022-1	MISE EN VALEUR-KOUTIO	DAEM	907	500 000 000
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>					<b>500 000 000</b>
	45-2022-2	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DDET	909	32 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>32 000 000</b>
<b>Total général</b>					<b>1 532 000 000</b>

#### → Les ajustements

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AP	AJUSTEMENT AP - BS 2022	MONTANT DE L'AP AJUSTEE
	01-2020-4	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS 2020-2024	DAEM	900	868 339 200	1 225 000 000	2 093 339 200
	01-2020-5	AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOGEMENTS 2020-2024	DAEM	900	165 000 000	-107 000 000	58 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>1 033 339 200</b>	<b>1 118 000 000</b>	<b>2 151 339 200</b>
	07-2006-8	COLLEGE DE RIVIERE SALEE	DERES	902	740 404 979	-5 169 145	735 235 834
	07-2006-9	COLLEGE BAUDOUX	DERES	902	302 386 677	-19 798 000	282 588 677
	07-2008-2	COLLEGES NUMERIQUES	DERES	902	1 164 338 300	-41 341 540	1 122 996 760
	07-2021-14	COLLEGE LOUISE MICHEL-EXTENSION	DAEM	902	600 000 000	150 000 000	750 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>2 807 129 956</b>	<b>83 691 315</b>	<b>2 890 821 271</b>
	11-2011-1	TOUS INTERNATS	DERES	902	543 554 152	-6 326 858	537 227 294
<b>PROGRAMME 11 - INTERNATS</b>					<b>543 554 152</b>	<b>-6 326 858</b>	<b>537 227 294</b>
	15-2015-4	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES SITES SPORTIFS	DAEM	903	107 451 857	-35 000 000	72 451 857
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>107 451 857</b>	<b>-35 000 000</b>	<b>72 451 857</b>
	18-2017-2	HABITAT - AIDES GROUPEES	DAEM	905	180 000 000		180 000 000
			DEL	905	4 465 544 837	2 500 000	4 468 044 837
	18-2017-3	HABITAT - AIDES INDIVIDUELLES	DEL	905	2 684 771 100	190 000 000	2 874 771 100
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>					<b>7 330 315 937</b>	<b>192 500 000</b>	<b>7 522 815 937</b>
	19-2015-2	CONSTRUCTION-EXTENSION ET EQUIPEMENT DES FOYERS	DAEM	905	846 026 344	100 000 000	946 026 344
	19-2020-2	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES FOYERS 2020-2024	DAEM	905	160 000 000	-100 000 000	60 000 000
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>1 006 026 344</b>	<b>0</b>	<b>1 006 026 344</b>
	20-2015-2	CONSTRUCTION-EXTENSION ET EQUIPEMENT DES MAISONS DE SANTE	DAEM	904	1 187 500 142	10 000 000	1 197 500 142
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>1 187 500 142</b>	<b>10 000 000</b>	<b>1 197 500 142</b>
	21-2015-1	FIABILISATION ET SECURISATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	DAEM	908	7 220 565 425	-76 588 827	7 143 976 598
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>7 220 565 425</b>	<b>-76 588 827</b>	<b>7 143 976 598</b>
	25-2011-8	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DDDT	907	416 146 996	20 000 000	436 146 996
	25-2020-3	COTE OUBLIEE	DDDT	907	990 000 000	-390 000 000	600 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>1 406 146 996</b>	<b>-370 000 000</b>	<b>1 036 146 996</b>
	34-2020-2	CASE - INDUSTRIE ET COMMERCE 2020-2025	DDET	909	558 806 940	-90 000 000	468 806 940
	34-2020-3	CASE - TOURISME 2020-2025	DDET	909	342 165 808	-60 000 000	282 165 808
<b>PROGRAMME 34 - SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>					<b>900 972 748</b>	<b>-150 000 000</b>	<b>750 972 748</b>
	45-2006-23	INTERNET A L'ECOLE	DERES	924011	1 069 298 025	-10 000 000	1 059 298 025
	45-2008-1	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFI	907	64 000 000	750 000 000	814 000 000
	45-2012-23	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DEL	909	183 085 159	-32 000 000	151 085 159
	45-2017-6	CA-ENSEIGNEMENT	DERES	902	247 245 000	-45 000	247 200 000
	45-2017-7	CA-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	DAEM	908	283 890 000	34 250 000	318 140 000
	45-2019-3	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX - SECURITE	SGPS	901	420 000 000	500 000 000	920 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>2 267 518 184</b>	<b>1 242 205 000</b>	<b>3 509 723 184</b>
	46-2020-2	RESTRUCTURATION DE LA FOL	DAEM	924087	1 074 000 000	-674 000 000	400 000 000
<b>PROGRAMME 46 - TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>					<b>1 074 000 000</b>	<b>-674 000 000</b>	<b>400 000 000</b>
<b>Total général</b>					<b>26 884 520 941</b>	<b>1 334 480 630</b>	<b>28 219 001 571</b>

→ **Les clôtures**

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AP	AJUSTEMENT AP - BS 2022	MONTANT DE L'AP AJUSTEE
	01-2020-13	CDI-LIDAR - ACQUISITION DONNEES GEOGRAPHIQUES NUMERIQUES	DAEM	900	18 000 000	-18 000 000	0
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>18 000 000</b>	<b>-18 000 000</b>	<b>0</b>
	07-2009-1	COLLEGE 300 YATE	DERES	902	53 899 273	-170 448	53 728 825
	07-2012-1	COLLEGE APOGOTI	DERES	902	2 427 712 813		2 427 712 813
	07-2015-6	COLLEGES - ASSAINISSEMENT	DERES	902	189 053 611	-17 287 569	171 766 042
	07-2016-1	COLLEGE MARIOTTI 16-20	DERES	902	103 185 716	-2 650	103 183 066
	07-2016-3	ECONOMIE D'ENERGIE-COLLEGES	DERES	902	283 737 992	-572 400	283 165 592
	07-2019-1	COLLEGE LOUISE MICHEL	DERES	902	53 591 944	-8 683 414	44 908 530
	07-2019-2	SECURISATION DES COLLEGES	DERES	902	58 097 364	-5 919 304	52 178 060
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>3 169 278 713</b>	<b>-32 635 785</b>	<b>3 136 642 928</b>
	10-2017-4	UNIVERSITE DE LA NOUVELLE CALEDONIE-ANTENNE DU NORD	DERES	902	22 000 000		22 000 000
<b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>					<b>22 000 000</b>		<b>22 000 000</b>
	14-2020-1	RESTRUCTURATION DE LA FOL	DAEM	903	61 000 000	-61 000 000	0
<b>PROGRAMME 14 - CULTURE</b>					<b>61 000 000</b>	<b>-61 000 000</b>	<b>0</b>
	19-2015-1	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES FOYERS	DAEM	905	56 650 231	-3 107 422	53 542 809
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>56 650 231</b>	<b>-3 107 422</b>	<b>53 542 809</b>
	21-2014-1	ACQUISITION DE TERRAINS POUR VOIRIE	DAEM	908	13 881 815		13 881 815
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>13 881 815</b>		<b>13 881 815</b>
	26-2016-1	ETUDES - ZI KOUTIO KOUETA	DAEM	907	20 000 000	-11 490 225	8 509 775
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>					<b>20 000 000</b>	<b>-11 490 225</b>	<b>8 509 775</b>
	45-2017-14	CPEC-ENSEIGNEMENT	DERES	902	20 000 000		20 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>20 000 000</b>		<b>20 000 000</b>
<b>Total général</b>					<b>3 380 810 759</b>	<b>-126 233 432</b>	<b>3 254 577 327</b>

## CHAPITRE 2 - LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

### → Les ouvertures

PROG.	N° AE	LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	DIR	CHAPITRE	OUVERTURE AE BS 2022
	02-2022-1	PRESTATIONS AUDIOVISUELLES WEB TV	SCOM	930	60 000 000
<b>PROGRAMME 02 - INSTITUTIONS</b>					<b>60 000 000</b>
	33-2022-2	PARCOURS INSERTIONS-REMISE A NIVEAU	DEL	936	375 000 000
<b>PROGRAMME 33 - INSERTION</b>					<b>375 000 000</b>
	37-2022-1	PROTECTION SOCIALE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	DDDT	939	15 000 000
<b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>					<b>15 000 000</b>
<b>Total général</b>					<b>450 000 000</b>

### → Les ajustements

PROG.	N° AE	LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AE	AJUSTEMENT AE - BS 2022	MONTANT DE L'AE AJUSTEE
	01-2015-5	LOCATION ET ENTRETIEN DE VEHICULE 2015	DAEM	930	105 000 000	-15 000 000	90 000 000
	01-2017-1	ENTRETIEN, MAINTENANCE ET SERVICES	DAEM	930	199 914 836	-4 360 159	195 554 677
			SGPS	930	24 166 198		24 166 198
	01-2020-12	ENTRETIEN, MAINTENANCE ET SERVICES	DAEM	930	1 040 000 000	244 000 000	1 284 000 000
	01-2021-2	FONCTIONNEMENT ET PRESTATIONS	DAJI	930	12 035 361	868 670	12 904 031
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>1 381 116 395</b>	<b>225 508 511</b>	<b>1 606 624 906</b>
	12-2020-1	CD-CONV.FONC-ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	DERES	932	191 989 200	-25 000 000	166 989 200
<b>PROGRAMME 12 - VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>					<b>191 989 200</b>	<b>-25 000 000</b>	<b>166 989 200</b>
	19-2013-3	VACATIONS - SECTEUR MEDICO-SOCIAL	DASS	935	563 000 000	-1 589 440	561 410 560
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>563 000 000</b>	<b>-1 589 440</b>	<b>561 410 560</b>
	21-2017-2	ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	DAEM	938	3 116 000 000	649 000 000	3 765 000 000
	21-2017-3	ENTRETIEN DES ROUTES TERRITORIALES	DAEM	938	1 110 000 000	140 000 000	1 250 000 000
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>4 226 000 000</b>	<b>789 000 000</b>	<b>5 015 000 000</b>
	31-2018-1	ACCOMPAGNEMENTS DEMANDEURS D'EMPLOIS	DEL	936	240 000 000	-60 000 000	180 000 000
<b>PROGRAMME 31 - EMPLOI</b>					<b>240 000 000</b>	<b>-60 000 000</b>	<b>180 000 000</b>
	33-2017-4	CHANTIERS D'INSERTION	DEL	936	450 000 000	44 000 000	494 000 000
<b>PROGRAMME 33 - INSERTION</b>					<b>450 000 000</b>	<b>44 000 000</b>	<b>494 000 000</b>
	36-2020-1	FORMATION REGLEMENTATION DEBITS DE BOISSON	DDET	936	80 000 000	-39 310 000	40 690 000
<b>PROGRAMME 36 - FORMATION</b>					<b>80 000 000</b>	<b>-39 310 000</b>	<b>40 690 000</b>
	37-2017-5	AIDE A LA CONVERSION	DDDT	939	9 000 000	5 000 000	14 000 000
<b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>					<b>9 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>14 000 000</b>
	38-2020-1	SYNDICAT ACTIVITES NAUTIQUES TOURISTIQUES FONC 2020-2022	DDET	939	25 000 000	12 000 000	37 000 000
	38-2020-2	GIE TOURISME PROVINCE SUD FONC 2020-2022	DDET	939	500 000 000	-274 464 999	225 535 001
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>					<b>525 000 000</b>	<b>-262 464 999</b>	<b>262 535 001</b>
<b>Total général</b>					<b>7 666 105 595</b>	<b>675 144 072</b>	<b>8 341 249 667</b>

### → Les clôtures

PROG.	N° AE	LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AE	AJUSTEMENT AE - BS 2022	MONTANT DE L'AE AJUSTEE
	01-2014-2	PROTECTION DES PERSONNELS ET SURVEILLANCE DES BATIMENTS PROVINCIAUX 2014-2018	DAEM	930	1 207 698 585		1 207 698 585
	01-2019-1	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU CAPS	DAJI	930	108 924 393	-55 449 695	53 474 698
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>1 316 622 978</b>	<b>-55 449 695</b>	<b>1 261 173 283</b>
	07-2015-3	COLLEGES NUMERIQUES	DERES	932	240 632 249		240 632 249
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>240 632 249</b>		<b>240 632 249</b>
	10-2017-1	UNIVERSITE DE LA NOUVELLE CALEDONIE	DERES	932	25 182 712		25 182 712
	10-2017-5	PLAN JEUNESSE OUTRE-MER - PARCOURS EXCELLENCE ET PROJETS INNOVANTS	DERES	932	20 223 331		20 223 331
<b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>					<b>45 406 043</b>		<b>45 406 043</b>
	11-2017-1	CD17.21-INTERNATS D'EXCELLENCE	DERES	932	66 082 430	-602 884	65 479 546
<b>PROGRAMME 11 - INTERNATS</b>					<b>66 082 430</b>	<b>-602 884</b>	<b>65 479 546</b>
	12-2017-1	ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	DERES	932	547 900 863		547 900 863
<b>PROGRAMME 12 - VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>					<b>547 900 863</b>		<b>547 900 863</b>
	17-2019-1	AIDE MEDICALE - CHANGES ET ALESES POUR ADULTES	DASS	935	110 000 000	-64 141 303	45 858 697
<b>PROGRAMME 17 - AIDE MEDICALE</b>					<b>110 000 000</b>	<b>-64 141 303</b>	<b>45 858 697</b>
	18-2017-1	CA-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	DEL	935	3 666 032		3 666 032
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>					<b>3 666 032</b>		<b>3 666 032</b>
<b>Total général</b>					<b>2 330 310 595</b>	<b>-120 193 882</b>	<b>2 210 116 713</b>

## TITRE V – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE

Le budget supplémentaire 2022 s'élève à **10,109 milliards XPF** décomposés comme suit :

- 4,253 milliards XPF en section d'investissement
- 5,856 milliards XPF en section de fonctionnement

Le budget 2022 est ainsi porté à **73,332 milliards XPF** comprenant :

- 23,320 milliards XPF en section d'investissement
- 50,012 milliards XPF en section de fonctionnement

En mouvements réels, les dépenses s'élèvent à **59,660 milliards XPF** dont 17,115 milliards XPF en section d'investissement et 42,545 milliards XPF en section de fonctionnement.

Chapitre - libellé du chapitre	RECETTE			DEPENSE		
	Budget avant BS	BS 2022	Budget ajusté	Budget avant BS	BS 2022	Budget ajusté
001-SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT	0	0	0	0	939 368 514	939 368 514
900-ADMINISTRATION GENERALE	91 597 435	0	91 597 435	1 826 635 816	-26 830 083	1 799 805 733
901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	100 000 000	130 686 477	230 686 477
902-ENSEIGNEMENT	1 321 769 176	90 611 978	1 412 381 154	1 452 367 289	156 106 760	1 608 474 049
903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	104 728	0	104 728	327 538 478	88 353 759	415 892 237
904-SANTE	57 257 024	0	57 257 024	228 342 090	21 044 704	249 386 794
905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	634 091 482	332 958 860	967 050 342	1 191 875 076	-125 947 449	1 065 927 627
906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	0	4 300 000	4 300 000	3 000 000	5 000 000	8 000 000
907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	85 500 000	169 694 850	255 194 850	1 995 097 430	504 837 380	2 499 934 810
908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	982 528 015	0	982 528 015	3 696 499 989	66 789 000	3 763 288 989
909-ECONOMIE	37 356 542	0	37 356 542	743 408 084	933 259 628	1 676 667 712
922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 555 000 000	122 132 238	1 677 132 238	0	0	0
923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	6 000 000 000	-33 500 080	5 966 499 920	2 628 000 000	0	2 628 000 000
924022-ENTRETIEN DES COURS D'EAU	0	0	0	5 000 000	0	5 000 000
924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	0	0	0	23 384 288	830 827	24 215 115
924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA	0	0	0	7 000 000	9 759 601	16 759 601
924079-YATE-RM10 & RM13	0	0	0	8 300 000	0	8 300 000
924080-MD-RM16	0	0	0	13 000 000	0	13 000 000
924081-PARC DE DUMBEA	0	0	0	6 000 000	0	6 000 000
924082-AMENAGEMENT TRAVERSEE WAHO	33 580 000	0	33 580 000	67 375 000	0	67 375 000
924086-PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	2 500 000	19 500 000	22 000 000	7 304 712	39 686 833	46 991 545
924087-RESTRUCTURATION DE LA FOL	971 478	0	971 478	14 000 000	0	14 000 000
924088-RESORPTION DEPOTS SAUVAGES	11 315 808	0	11 315 808	22 631 615	0	22 631 615
924089-FARINO-ROUTES MUNICIPALES	0	0	0	5 811 821	0	5 811 821
925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OP D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	2 224 082 786	1 510 473 000	3 734 555 786	2 224 082 786	1 510 473 000	3 734 555 786
926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	5 800 000 000	0	5 800 000 000	2 470 000 000	0	2 470 000 000
951-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)	0	1 666 748 105	1 666 748 105	0	0	0
954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	229 000 000	370 500 000	599 500 000	0	0	0
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>19 066 654 474</b>	<b>4 253 418 951</b>	<b>23 320 073 425</b>	<b>19 066 654 474</b>	<b>4 253 418 951</b>	<b>23 320 073 425</b>
002-RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0	4 025 299 208	4 025 299 208	0	0	0
930-ADMINISTRATION GENERALE	358 460 000	-34 000 000	324 460 000	6 137 465 477	639 365 451	6 776 830 928
931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	167 000 000	41 000 000	208 000 000
932-ENSEIGNEMENT	300 939 950	-31 081 650	269 858 300	14 414 523 726	537 496 836	14 952 020 562
933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	76 631 000	0	76 631 000	997 949 410	-14 161 454	983 787 956
934-SANTE	257 500 000	0	257 500 000	3 213 794 006	-48 316 493	3 165 477 513
935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1 822 440 000	256 000 000	2 078 440 000	5 807 637 431	2 007 793 605	7 815 431 036
936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	601 254 050	-32 288 350	568 965 700	1 058 539 736	127 370 051	1 185 909 787
937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	176 915 000	-6 000 000	170 915 000	697 925 560	93 655 643	791 581 203
938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	139 600 000	120 000 000	259 600 000	1 529 072 454	348 037 045	1 877 109 499
939-ECONOMIE	25 000 000	0	25 000 000	3 738 632 200	457 287 379	4 195 919 579
940-IMPOSITIONS DIRECTES	1 300 000 000	-50 000 000	1 250 000 000	0	0	0
941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	5 675 000 000	-350 000 000	5 325 000 000	122 000 000	0	122 000 000
942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	30 883 000 000	1 958 346 960	32 841 346 960	0	0	0
943-OPERATIONS FINANCIERES	69 000 000	0	69 000 000	471 200 000	0	471 200 000
946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	2 470 000 000	0	2 470 000 000	5 800 000 000	0	5 800 000 000
953-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)	0	0	0	0	1 666 748 105	1 666 748 105
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>44 155 740 000</b>	<b>5 856 276 168</b>	<b>50 012 016 168</b>	<b>44 155 740 000</b>	<b>5 856 276 168</b>	<b>50 012 016 168</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>63 222 394 474</b>	<b>10 109 695 119</b>	<b>73 332 089 593</b>	<b>63 222 394 474</b>	<b>10 109 695 119</b>	<b>73 332 089 593</b>

## **Annexes au rapport**

Annexe n° 01 – Les propositions par chapitre, nature, programme et opération

Annexe n° 02 – Les prévisions de subventions de fonctionnement (*crédits de paiement ouverts au budget supplémentaire par l'assemblée de province Sud*)

Annexe n° 03 – Arrêté n° 570-2022 portant approbation des restes à réaliser en dépenses d'investissement et de fonctionnement

Annexe n° 04 – Délibération portant affectation du résultat 2021

Annexe n° 05 – Plan pluriannuel d'investissement

Annexe n° 06 – Plan pluriannuel de fonctionnement

Annexe n° 07 – Situation des autorisations de programme

Annexe n° 08 – Situation des autorisations d'engagement